

**Le point de l'actualité de la semaine : 050/2023 :**

**Par André Dulou 156<sup>ème</sup> SR, responsable de la revue de presse  
Défense de l'UNION-IHEDN**

---

## **A la une aujourd'hui : Démographie : la séniorisation de la société française (Statista, Thierry Gaudiaut)**

Le terme « senior » est souvent utilisé pour désigner les citoyens d'un âge avancé. Dans le domaine médical par exemple, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit statistiquement les plus de 60 ans comme des seniors, tandis que dans le secteur des médias et du marketing, c'est généralement à partir de 50 ans qu'un public est considéré comme senior.

En France, comme dans la plupart des économies avancées ayant achevé leur transition démographique, on assiste à une séniorisation marquée de la société au cours des trois dernières décennies. Ces évolutions particulièrement rapides impliquent des conséquences importantes pour l'ensemble des sphères sociales, notamment dans les domaines sanitaires et économiques.

Comme le détaille notre animation retraçant l'évolution de la population par tranche d'âge en France, la part des personnes de 50 ans et plus dans la population, plutôt stable entre 1950 et 1980 (autour de 28 %), est passée de 29,7 % en 1990 à 40,5 % en 2021. D'après les projections, cette classe d'âge devrait représenter environ la moitié de la population française à l'horizon 2040.

En parallèle, la part des citoyens d'un âge très avancé (c'est-à-dire les plus de 80 ans) a doublé entre 1980 et 2021, passant de 2,8 % à 6,3 %. Si les tendances démographiques actuelles se poursuivent, cette part devrait atteindre les 10 % d'ici à 2040.

<https://fr.statista.com/infographie/31409/seniorisation-de-la-societe-francaise-evolution-de-la-population-par-groupe-age-depuis-1950/>

-0-

**Les actualités de défense, et de sécurité, avec cet article sur la dotation en drones tactiques pour le CPA 30, la visite du ministre de l'intérieur et des outre mers à Calais, et e nouveaux équipements NRBC.**

## **Le Commando parachutiste de l'air N°30 sera bientôt doté de systèmes de drones tactiques légers(OPEX 360, Laurent Lagneau)**

Les drones MALE [Moyenne Altitude Longue Endurance], comme le MQ-9A Reaper et, demain, l'imposant EuroDrone, n'offrent pas toujours la flexibilité dont le Commandement des opérations spéciales [COS] a besoin pour les missions qui lui sont confiées. Aussi plaide-t-il, depuis maintenant six ans, pour obtenir des appareils plus légers, de type MAME [Moyenne Altitude Moyenne Endurance], afin de disposer de sa propre capacité ISR [renseignement, surveillance, reconnaissance].

Alors « patron » du COS, en 2017, l'amiral Laurent Isnard avait détaillé ce besoin lors d'une audition parlementaire. « Nous proposons de lancer [...] un programme d'acquisition de drone MAME [100 kilomètres pour six heures de vol], disposant d'une charge de renseignement d'origine électromagnétique [ROEM] et capable d'emporter des armements de faible charge », avait-il expliqué aux députés.

À l'époque, l'amiral Isnard voulait en obtenir rapidement afin « d'acquérir une première expérience de ce type d'armes et d'en défricher les concepts d'emploi » afin de développer par la suite des appareils « plus autonomes, plus performants et à portée plus longue ». Seulement, les choses en restèrent là...

Ce dossier fut repris par son successeur, le général Éric Vidaud qui, quatre ans plus tard, exposa de nouveau les besoins du COS aux députés. Outre l'accent sur les munitions téléopérées [MTO] et les « développements capacitaires des essaims de drones, des drones de milieu [sous-marin et terrestre] et de drones à changement de milieu », il avait encore insisté pour obtenir des drones MAME, censés offrir « souplesse d'emploi et endurance » ainsi que « l'emport de doubles charges ».

<https://www.opex360.com/2023/12/17/le-commando-parachutiste-de-lair-n30-sera-bientot-dote-de-systemes-de-drones-tactiques-legers/>

## **Lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine : le ministre de l'intérieur et des outre mers à la rencontre des forces de l'ordre engagées (Gendinfo, Hélène Thin)**

Ce vendredi 15 décembre 2023, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer, Gérald Darmanin, accompagné notamment du directeur général de la gendarmerie nationale, le général d'armée Christian Rodriguez, s'est rendu dans le Pas-de-Calais, où il a rencontré des gendarmes engagés dans la lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine.

En déplacement dans le Pas-de-Calais ce vendredi 15 décembre 2023, accompagné notamment du Directeur général de la gendarmerie nationale (DGGN), le général d'armée Christian Rodriguez, du commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France (RGHF), le général de corps d'armée Olivier Courtet, et du commandant du Groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais (GGD 62), le général Frantz Tavart, le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer s'est rendu à la caserne de gendarmerie mobile de Calais.

Sur place, il a échangé avec les gendarmes engagés dans la lutte contre l'immigration irrégulière et contre les filières de passeurs agissant sur la Côte d'Opale, décorant à cette occasion plusieurs militaires blessés au cours de ces missions de forte intensité. À Calais, où l'État déploie des moyens exceptionnels pour lutter contre l'immigration irrégulière et clandestine, Gérald Darmanin a tenu à remercier les gendarmes pour les résultats remarquables enregistrés au cours de l'année écoulée, fruit de l'engagement quotidien des forces de l'ordre.

<https://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/gendinfo/actualites/2023/lutte-contre-l-immigration-irreguliere-et-clandestine-le-ministre-de-l-interieur-et-des-outre-mer-a-la-rencontre-des-forces-de-l-ordre-engagees-d>

## **De nouveaux équipements NRBC et de soutien de l'avant dans le viseur des armées ( Home FOB, Nathan Gain)**

Deux demandes d'informations viennent de sortir du côté des armées, l'une pour des systèmes de décontamination NRBC et l'autre pour un atelier de soutien de l'avant.

Renouveler une partie de la flotte NRBC

Le développement de l'ensemble de protection individuel des armées (EPIA) et la succession de la vingtaine de VAB du 2e régiment de dragons de Fontevraud ne sont pas les seuls efforts engagés dans le domaine NRBC. Désormais, il est aussi question

de renouveler plusieurs équipements majeurs de décontamination, que sont le VLRA NBC, le système de décontamination approfondie (SDA) et le système mobile de décontamination des aéronefs (SYMODA).

« *Le remplacement de ces systèmes doit prochainement être réalisé* », souligne la Direction générale de l'armement (DGA) dans une DI diffusée cette semaine. Plusieurs hypothèses sont envisagées, tant en matière d'intégration à un véhicule porteur qu'en termes d'évolution par rapport aux systèmes en service. L'aérotransportabilité de ce dernier ou encore l'éventuelle location des deux autres sont deux des questions abordées.

Ni acte d'achat, ni même consultation, cette DI vise à prendre connaissance des capacités du marché à répondre à un besoin précis. Elle annonce néanmoins la couleur en matière de cible : 40 exemplaires pour le remplacement de 41 VLRA NBC et de 28 SDA, et 26 pour les SYMODA. Le tout pourrait découler d'un futur incrément du programme à effet majeur (PEM) CINABRE, lancé en 2021 pour agréger l'ensemble des opérations d'équipement relatives à la défense NRBC.

<https://www.forcesoperations.com/de-nouveaux-equipements-nrbc-et-de-soutien-de-lavant-dans-le-viseur-des-armees/>

## **Les relations internationales**

### **Birmanie : après l'offensive de groupes ethniques armés, quelles perspectives politiques et géopolitiques ? (IRIS, le point de vue de Eric Mottet)**

Alors que la junte ne contrôle aujourd'hui plus que 40 à 60 % du territoire birman, comment expliquer son recul militaire ? En quoi la convergence des luttes au sein de la société birmane a-t-elle fragilisé la junte ?

Le coup d'État militaire de 1<sup>er</sup> février 2021 a provoqué une relance des conflits ethniques sur tout le territoire birman, certains groupes d'ethniques (Chin, Kachin, Shan, Kayah, Kayin, Arakanais) s'opposant depuis des décennies aux troupes régulières de la junte militaire birmane. À ce titre, la Brotherhood Alliance (MNDA, TNLA, Arakan Army), un trio de groupes ethniques armés, a repris fin octobre 2023 (Opération 1027) dans l'État Shan frontalier avec la Chine des territoires et des postes militaires jusqu'alors aux mains de la Tatmadaw (armée birmane). Ce sont joints aux Organisations ethniques armées (OEA), les Forces de défense du peuple (People's Defence Forces ou PDF), crée par le gouvernement d'unité nationale (NUG), gouvernement en exil dominé par d'anciens députés de la Ligue nationale pour la démocratie (dissous le 29 mars 2023), le parti de Aung San Suu Kyi au pouvoir entre 2015 et 2020. Les PDF ont pour but de défendre la démocratie et de protéger la population en déclarant une guerre défensive contre l'armée. Avec plus de 60 000 soldats, les PDF sont désormais bien équipées et collaborent avec les OED. À cela s'ajoute une désobéissance civile de grande ampleur et des grèves tournantes dans l'ensemble du pays. En combinant leurs forces, moyens, expertises et matériels, les mouvements de contestations infligent désormais à la junte militaire des revers retentissants obligeant l'armée à battre en retraite sur de multiples fronts. Face à cette double confrontation, la Tatmadaw ne semble pas disposer des effectifs de réserve habituellement nécessaires pour contrer les multiples offensives. Il faut dire que la Tatmadaw aurait perdu environ 50 000 soldats (sur 450 000) depuis le dernier coup d'État, ces derniers ayant été tués, blessés ou fait défection (20 000), notamment pour rejoindre les PDF. Depuis quelques jours, la junte birmane encourage les soldats ayant déserté ou s'étant absentés sans permission à retourner dans leurs casernes. Elle rappelle également les anciens combattants, menaçant de suspendre leurs

pensions s'ils ne revenaient pas. En tout état de cause, les troupes sont démoralisées et le recrutement devient de plus en plus difficile.

<https://www.iris-france.org/180947-birmanie-apres-loffensive-de-groupes-ethniques-armes-quelles-perspectives-politiques-et-geopolitiques/>

## **Quelles représentations ont amené le gouvernement américain à choisir une stratégie de soutien indirect de l'Ukraine basée sur le cyber et le renseignement ? (Diploweb, Jonathan Guiffard)**

La confrontation de représentations variées et divergentes ont mis le gouvernement américain sous une forte tension, l'amenant dès 2014 à mener une politique de soutien indirect aux Ukrainiens, politique qui a changé d'ampleur mais pas de nature en février 2022. Cette absence de changement résulte de l'équilibre de ce conflit de représentations qui n'a pas sensiblement évolué avec l'invasion russe de grande ampleur. Dans cette logique indirecte, le partage de renseignement et l'appui en cyber ont constitué des dimensions privilégiées, permettant d'obtenir des résultats importants pour la sécurité ukrainienne mais aussi américaine. Avec une carte sur "Les représentations américaines d'une menace russe stratégique" et une "Frise de l'évolution des représentations américaines à l'égard de la Russie".

LE 10 mars 2022, alors que venait d'éclater deux semaines plus tôt, le 24 février 2022, une nouvelle phase de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le général Paul Nakasone, directeur général de la *National Security Agency* (NSA), détaillait l'aide qu'il apportait aux forces armées ukrainiennes devant le Sénat : « *Nous partageons beaucoup de renseignement mais avec une évolution : le renseignement que nous partageons est précis. Il est pertinent et actionnable* » [1]. Ce conflit a ainsi rendu visible la participation active des Etats-Unis dans l'espace numérique. Les acteurs américains du cyber, qu'il s'agisse d'administrations (NSA, *U.S. Cyber Command* (CYBERCOM), etc.) ou d'entreprises (Google, Microsoft, Amazon, etc.), participent à la cyberdéfense des infrastructures ukrainiennes et aux opérations cyber-offensives contre les Russes, en s'appuyant pour cela sur une capacité américaine significative de collecte de renseignement, de reconnaissance et d'attaques par moyens cyber.

Toutefois, les politiques de soutien des gouvernements américains successifs au profit des institutions ukrainiennes, depuis 2014, ont été traversées par un conflit de représentations relatif à l'Ukraine et à son importance en tant que territoire à défendre, soutenir ou conquérir. Dans le « *Dictionnaire de géopolitique* », le géographe Yves Lacoste définit une représentation géopolitique comme « *une construction, un ensemble d'idées plus ou moins logiques et cohérentes* ». En tant que représentation-théâtre, cette notion permet aux acteurs d'un conflit de « *décrire une partie de la réalité de manière plus ou moins exacte [...] [ce] qui leur permet d'appréhender leur environnement et d'agir dessus, en lui donnant un sens* » [2]. Ici, la « pièce de théâtre » correspond au conflit russo-ukrainien et devient l'objet de lectures divergentes et rivales par les acteurs impliqués, notamment américains, ukrainiens ou russes. Ces lectures rivales déterminent les stratégies adoptées pour le façonner.

<https://www.diploweb.com/Quelles-representations-ont-amene-le-gouvernement-americain-a-choisir-une-strategie-de-soutien.html>

## **Blocage allemand de l'Eurofighter vers la Turquie : un sabordage des industries de défense européennes? (Le portail de l'IE, Arnaud Dumoulin)**

Dans sa quête d'un remplaçant à ses F-16 vieillissants, la Turquie rencontre d'importantes difficultés afin d'acquérir un chasseur de conception occidentale : Berlin bloquerait la vente d'Eurofighter selon les affirmations du ministre turc de la Défense. Si cette affirmation est avérée, elle pourrait avoir des conséquences importantes sur l'industrie allemande et ses partenaires.

Après s'être vu refusé en 2019 la participation au programme F-35 puis la modernisation de ses F-16 et l'acquisition d'exemplaires neufs de l'appareil nord-américain, la Turquie a annoncé en novembre dernier sa volonté d'acquérir des Eurofighter Typhoon EF-2000. Cet appareil est produit par le consortium GMBH formé par la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne. Si Ankara envisageait de pouvoir rapidement passer commande pour 40 appareils, il semblerait que l'opération soit plus compliquée que prévue : l'Allemagne ne faciliterait pas l'exportation de l'appareil vers la Turquie. C'est en effet ce qu'a laissé entendre le ministre de la défense turc Yasar Guler à propos du barrage à l'exportation du Typhoon et ce, malgré le soutien favorable de l'Espagne et de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Turquie.

Cette situation pourrait-être notamment due aux tensions entre la marine allemande et le gouvernement turc en Méditerranée lors du contrôle d'un navire turc suspecté d'exporter des armes vers la Libye malgré les interdictions de l'OTAN.

Après le refus d'exporter l'Eurofighter Typhoon vers l'Arabie Saoudite, il s'agit de la seconde fois en quelques mois que Berlin compromet la vente de l'appareil à un État non-européen. Cette décision avait suscité d'importantes contestations de la part de la Grande-Bretagne, de l'Espagne ainsi que des différents industriels impliqués. La répétition d'un tel scénario pourrait avoir un effet dévastateur pour l'Allemagne et son industrie de défense.

Un veto aux conséquences multiples

Cette annonce peut avoir un double impact sur l'Allemagne et ses partenaires. D'abord, d'un point de vue intérieur, la BITD allemande est très fortement impliquée dans des programmes de coopération au niveau européen, notamment en matière d'aéronautique militaire. Cette implication est notamment visible à travers le consortium Eurofighter GmbH ou encore le consortium formé en 2003 avec la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Turquie, la Belgique et le Luxembourg pour la mise au point de l'avion de transport A400M. Cela a pour conséquence de rendre l'industrie allemande dépendante de la réussite commerciale de ces programmes communs. Michael Schoellhorn, PDG d'Airbus Defence and Space et Président de l'Association fédérale de l'industrie aérospatiale allemande avait déclaré en octobre 2023 que sans nouvelles commandes d'EF-2000, l'industrie de défense allemande verrait ses chaînes de production être mises à l'arrêt à l'horizon 2030. Un tel scénario ferait courir le risque d'une perte des compétences techniques et des savoirs-faire de l'industrie allemande en matière de fabrication d'avions de chasse. Que le gouvernement allemand tarde à accepter l'exportation d'Eurofighter vers la Turquie et ce, après le blocage des exportations vers l'Arabie Saoudite, peut laisser penser que les risques annoncés par les industriels n'ont pas eu d'écho auprès de Berlin.

<https://www.portail-ie.fr/univers/defense-industrie-de-larmement-et-renseignement/2023/blocage-allemand-de-leurofighter-vers-la-turquie-un-sabordage-des-industries-de-defense-europeennes/>



**Sur le plan de l'économie, cet article relatif au pacte de stabilité européen :**

## **Giorgia Meloni n'exclut pas d'apposer son veto sur le Pacte de stabilité (Euractiv, Federica Pascale)**

La Première ministre italienne est prête à tout pour convaincre les dirigeants européens réunis à Bruxelles de l'intérêt de réformer le Pacte de stabilité. En fonction des résultats, Rome agira et n'exclut aucune démarche, pas même celle d'apposer son veto.

Une nouvelle réunion du Conseil européen réunit les chefs d'États et de gouvernements aujourd'hui à Bruxelles. La Première ministre italienne Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia, ECR) a demandé davantage de ressources pour gérer les flux migratoires et stimuler la compétitivité.

Parmi les sujets les plus importants sur la table : l'élargissement des frontières européennes, l'adhésion de l'Ukraine et le Pacte de stabilité. Sur ce dernier point, Rome semble prête à y apposer son veto afin d'éviter qu'un compromis jugé trop punitif pour les pays très endettés, comme l'Italie, ne prenne forme.

« *L'Italie continue d'exiger une réforme du Pacte de stabilité et de croissance qui tienne compte d'une stratégie que l'UE s'est donnée. Il ne serait pas logique que l'UE, lorsqu'elle doit définir la gouvernance, ne tienne pas compte de ce qu'elle a incité les États à faire dans certains domaines* », a déclaré Mme Meloni.

« *Reconnaître la valeur de ces investissements ne sert pas seulement l'Italie, mais l'ensemble de l'Europe, sinon nous continuerons à faire des choses à court terme* », a-t-elle ajouté. La position italienne sera « *décidée à la fin, sur la base d'une évaluation de ce qui est bon pour le pays* ».

À tel point que Mme Meloni « *n'exclut aucune option* », pas même celui d'un veto. « *Si un consensus n'est pas trouvé, nous reviendrons aux paramètres précédents* », a-t-elle déclaré.

<https://www.euractiv.fr/section/politique/news/meloni-nexclut-pas-dapposer-son-veto-sur-le-pacte-de-stabilite/>

## **L'information numérique: métamorphose ou disparition? (Télos, Antoine de Tarlé)**

Le quotidien *La Croix* procède chaque année à une vaste enquête avec le cabinet Kantar sur l'usage et la confiance dans les médias. Les résultats publiés le 25 novembre dernier illustrent une évolution très préoccupante que confirment d'autres travaux menés en Europe et aux États-Unis : l'univers numérique de plus en plus vaste et divers laisse une place réduite à l'information que le public, désorienté et saturé, tend à délaissier, quitte à se contenter de messages biaisés et toxiques échappant à toute forme de modération et éparpillés dans les plateformes les plus diverses.

La lassitude de l'information

Cet état des choses se traduit par un sentiment de lassitude face à une information répétitive et angoissante. Au total, 51% des Français ressentent de la fatigue ou du rejet par rapport à l'information. Il faut noter que cette lassitude est plus marquée chez les moins de 35 ans : 60% que chez les plus de 65 ans, 38 %. Cet écart important entre jeunes et vieux est d'ailleurs une caractéristique majeure de l'enquête. Dans une étude plus vaste puisqu'elle concerne 45 pays le Reuters report aboutit aux mêmes conclusions en soulignant que la guerre en Ukraine est un facteur

majeur de refus de l'information considérée comme trop inquiétante pour être consultée.

On pourrait penser que le rejet de l'information répétitive alimentant à longueur de journée des alertes sur les smartphones inciterait les usagers à consulter sur internet les sites des médias traditionnels qui ont l'avantage d'offrir une information structurée et des analyses de fond. En réalité il n'en est rien. Si 27% des usagers consultent les sites de la presse régionale et 22% la presse nationale, 43% font appel aux réseaux sociaux. Là encore, ce sont surtout les jeunes, 56% contre seulement 29% pour les plus de 65 ans. Il est logique qu'on constate le même écart dans la confiance dans les réseaux sociaux : 42% pour les moins de 35 ans, 8% pour les plus de 65 ans. Toutefois, 63% des jeunes reconnaissent que les réseaux sociaux diffusent de fausses informations ce qui ne semble pas les gêner puisqu'ils sont majoritairement hostiles à toute forme de régulation.

L'enquête éclaire enfin un autre phénomène qui prend de l'importance dans le monde de l'information numérique : le rôle croissant des influenceurs, qui rassemblent sur Instagram ou Tik Tok des audiences considérables en assurant la promotion commerciale de produits les plus divers mais leurs messages ont parfois un contenu politique et certains se consacrent uniquement au commentaire de l'actualité à partir d'informations et d'images glanés un peu partout dans l'immense domaine numérique. D'après l'enquête Kantar, 24% des moins de 35 ans s'informent auprès des influenceurs.

<https://www.telos-eu.com/fr/linformation-numerique-metamorphose-ou-disparition.html>

## **Economie – Quel bilan pour les trimestres « anti-inflation » en 2023 ? (Economie matin, la rédaction)**

Le trimestre anti-inflation, une initiative lancée en mars 2023 pour contrer l'escalade des prix, s'achève dans un climat de scepticisme et d'ambiguïté. Alors que le gouvernement français espérait un impact significatif sur le pouvoir d'achat des consommateurs, les résultats semblent mitigés.

Un départ manqué : des objectifs flous et une mise en œuvre complexe

Dès son annonce, le trimestre anti-inflation a été confronté à des défis importants. L'idée initiale de contrôler les prix de certains produits alimentaires s'est heurtée à la réalité du marché. Les enseignes ont eu la liberté de choisir les produits concernés, créant une confusion chez les consommateurs. Sandrine, une Parisienne de 43 ans, exprime son désarroi : « *C'est un vrai micmac et on ne s'y retrouve pas* ». Cette déclaration reflète le sentiment général des clients qui peinent à discerner les produits sous le régime anti-inflation des promotions ordinaires.

Le manque de communication claire a également joué un rôle dans la perception négative de cette mesure. Grégory Caret de l'UFC Que-Choisir souligne : « *Chez le consommateur également, la mesure semble totalement oubliée* ». Cette amnésie collective suggère un écart considérable entre les intentions du gouvernement et la réalité vécue par les citoyens.

<https://www.economiamatin.fr/trimestre-inflation-economie-achat-france>

**Lire avec intérêt cet article concernant la sécurité intérieure :**

## **L'enquête Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) – Synthèse (Ministère de l'intérieur)**

Le premier rapport d'enquête Vécu et ressenti en matière de sécurité (VRS) est composé de chapitres consacrés à différentes victimations ainsi qu'au sentiment

d'insécurité et aux préoccupations sécuritaires déclarés par les personnes âgées de 18 à 74 ans vivant en France métropolitaine. En raison des modifications apportées au questionnaire et au protocole de collecte, ces résultats ne sont pas directement comparables à ceux fournis par la dernière enquête Cadre de vie et sécurité (CVS) [voir Note méthodologique]. L'analyse des évolutions entre les deux enquêtes n'est donc pas possible ici, dans le rapport de la première édition de l'enquête. Des travaux sont en cours afin de corriger d'éventuelles ruptures de séries (voir Interstats Méthode n° 22 - Refonte du dispositif d'enquête statistique de victimation. Tome 2 : Enjeux méthodologiques liés à la bascule multimode et continuité des séries). Cette synthèse met en regard une sélection de chiffres-clés présents dans cet ouvrage. Elle se focalise sur l'ensemble de la population et sur certaines populations spécifiques : les femmes, les hommes, les personnes âgées de 18 à 24 ans, celles âgées de 64 à 75 ans, les habitants de l'unité urbaine de Paris et les personnes habitant hors des unités urbaines. Des statistiques portant sur les personnes des autres tranches d'âges habitant dans les unités urbaines de tailles intermédiaires ou associées à d'autres caractéristiques sociodémographiques (notamment situation face à l'emploi, niveau de vie du ménage, lien avec la migration, état de santé, orientation sexuelle) ou du lieu d'habitation (notamment appartenance ou non à un quartier prioritaire de la politique de la ville) sont disponibles dans le reste de cet ouvrage.

[https://mobile.interieur.gouv.fr/Media/SSMSI/SSMSI\\_Rapport\\_d-enquete\\_VRS\\_20224](https://mobile.interieur.gouv.fr/Media/SSMSI/SSMSI_Rapport_d-enquete_VRS_20224)

## **Et ces articles de fond et d'actualité**

### **Entre la Chine, la Russie et l'Iran, des liens toujours plus troubles contre l'Occident (Asialyst, Pierre-Antoine Donnet)**

La Chine renforce ses liens troubles, pour certains opaques, avec la Russie et l'Iran. Ces trois pays partagent une même détestation de l'Occident. Celle-ci prend de l'ampleur avec la guerre livrée par Israël au Hamas, alors que l'agression militaire russe contre l'Ukraine se poursuit et que les menaces incessantes de Pékin contre Taïwan comportent toujours le risque d'une guerre chaude.

Tant Pékin que Moscou l'espèrent, sans jamais le dire ouvertement. Et si le conflit sanglant à Gaza qui suscite une colère croissante contre Israël dans le monde dégénérerait à travers le Moyen-Orient ? L'Iran utilise par procuration ses partenaires dans la région pour inciter Israël à étendre ses opérations au Liban et d'autres pays d'une zone devenue une véritable poudrière. Conséquence d'une guerre régionale : l'affaiblissement de l'aide militaire américaine à l'Ukraine et à Taïwan. Jamais sans doute depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 la situation géopolitique mondiale n'a été à ce point fluide et dangereuse, bien rares étant les politologues qui s'aventurent à prédire la tournure des événements dans les semaines à venir.

Le régime chinois observe néanmoins une grande prudence, s'abstenant soigneusement de dévoiler ses cartes. Profondément engagé aux côtés de Moscou depuis des années, Pékin n'a jusqu'à présent jamais franchi publiquement la ligne rouge : fournir ouvertement des armes à l'armée russe pour l'aider à vaincre l'Ukraine. Le président chinois Xi Jinping a parfaitement conscience que passer le Rubicon aurait pour résultat immédiat des sanctions massives contre la Chine de la part des États-Unis et d'une bonne partie de ses alliés. Or celles-ci tomberaient au plus mauvais



moment pour une économie chinoise dans une crise inédite depuis des décennies, à laquelle s'ajoute des tensions sociales elles-aussi sans précédent depuis longtemps.

Le président russe Vladimir Poutine observe, quant à lui, avec un plaisir non dissimulé l'épuisement progressif de l'aide occidentale à l'Ukraine. La contre-offensive de l'armée ukrainienne n'a pas donné les résultats escomptés par son président Volodymyr Zelensky, alors que l'hiver arrive à grands pas et que l'armée russe dispose de réserves en hommes largement supérieures à celles de l'Ukraine.

<https://asialyst.com/fr/2023/12/16/chine-russie-iran-liens-troubles-contre-occident/>

## **L'armée de l'Air et de l'Espace organise son concours photographique (Défense, Air)**

Quoi de mieux pour les 90 ans de l'AAE que de commencer les célébrations par un grand concours photographique. Personnel civil et militaire en activité dans l'AAE, élèves des écoles de l'AAE, réservistes opérationnels ou citoyens, ainsi qu'équipiers des Escadrilles Air Jeunesse, le Service d'Information et de Relations Publiques de l'AAE (SIRPAAE), vous propose de mettre en lumière vos talents et les savoirs faire du personnel de l'AAE au travers d'une photo.

Amateurs ou professionnels de photographie, l'objectif est simple, révéler au travers d'un cliché l'audace qui caractérise l'identité de l'Aviateur. Celui-ci peut avoir été pris sur le territoire national ou en opérations extérieures, engagés en mission opérationnelle ou dans une action du quotidien.

Participer, il vous suffit d'envoyer votre photo à l'adresse qui suit, au plus tard avant le 26 janvier 2023 inclus : sirpaae.icono.fct@def.gouv.fr. La photo doit être envoyée en Haute Définition (HD), au format horizontal, 300dpi, JPG. Pour le copyright, il doit être intégré dans les champs IPTC et la photo doit être nommée de la manière suivante : grade+nom\_de\_famille+prénom+base+titre de la photo.

<https://www.defense.gouv.fr/air/actualites/larmee-lair-lespace-organise-son-concours-photographique>

## **Bordeaux : Deux rames de tram rentrent en collision samedi soir, le trafic toujours interrompu ce dimanche**

CIRCULATION Près de la place de la Bourse, l'arrière d'une rame a déraillé et est entrée en collision avec une autre. Le trafic est interrompu entre la gare Saint-Jean et les Quinconces. Des bus relais ont été mis à disposition

C'est un accident, heureusement rare, qui est survenu samedi soir à proximité de la place de la Bourse à Bordeaux, alors qu'on célèbre les 20 ans de la mise en service du tramway bordelais.

L'arrière d'une rame de tramway a déraillé et, une autre rame arrivant en sens inverse est entrée en collision avec cette partie. On ignore encore à ce stade pour quelles raisons ce déraillement a eu lieu.

<https://www.20minutes.fr/bordeaux/4067135-20231217-bordeaux-deux-rames-tram-rentrent-collision-samedi-soir-traffic-toujours-interrompu-dimanche>

**Parus au journal officiel**

**Arrêté du 5 décembre 2023 fixant la liste des postes d'officier de police judiciaire du corps d'encadrement et d'application de la police nationale**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048567070>

**Décision du 12 décembre 2023 relative au versement forfaitaire à effectuer à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048567114>

**Décret n° 2023-1171 du 13 décembre 2023 relatif à l'exercice par un militaire ou un agent civil de l'Etat et de ses établissements publics d'une activité au bénéfice d'un Etat étranger, d'une collectivité territoriale étrangère ou d'une entreprise ou d'une organisation ayant son siège en dehors du territoire national ou sous contrôle étranger**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048560072>